

L'Union Européenne révise ses dictionnaires

Maurice Satineau

Deux tours de 18 étages pour 35 000 mètres carrés de bureaux sont en chantier à Luxembourg: c'est le nouveau gros dictionnaire de l'Union Européenne. Dès 2004, il abritera le service parlementaire de traduction, soit plus de 1300 personnes.

Toutes activités européennes confondues, il faut transcrire 1,3 million de pages par an. Le volume passera à 2,4 millions avec l'arrivée de dix nouveaux membres.

Hiérarchie

Pas facile de s'y retrouver dans les mots européens! L'Europe des Quinze affiche onze langues officielles, mais les traités sont rédigés en douze langues, l'Irlande exigeant une version en gaélique. Lorsque les chefs d'Etat et de gouvernement se réunissent, les onze langues sont utilisées. Mais lorsque le président de la Commission européenne, Romano Prodi, s'exprime devant les autres commissaires européens, il est prié de parler en français ou en anglais, pas en italien. Les conférences au niveau des quinze ambassadeurs n'utilisent que le français, l'anglais et l'allemand. Dans les groupes d'experts, les travaux sur l'environnement international se font généralement uniquement en anglais. D'autres comités emploient une ou deux langues selon les cas.

Datant de 1999, le traité d'Amsterdam indique en son article 21 que tout citoyen de l'Union peut écrire aux institutions dans l'une des langues officielles et recevoir une réponse dans la même langue. Le projet de constitution européenne prévoit (article 3) que l'Union respecte la richesse de sa diversité culturelle et linguistique. Avec l'élargissement à dix nouveaux pays en mai 2004, certaines susceptibilités risquent de surgir. Ainsi, le tchèque et le hongrois seront langages officiels; chacun est utilisé par dix millions de personnes. Mais le catalan, lui aussi concernant dix millions d'habitants en Espagne, restera au rang de dictionnaire local.

On recrute

L'arrivée de dix nouveaux membres ajoutera neuf langues au système. Chaque nouveau membre doit traduire 100 000 pages de documents, essentiellement des règles et des directives européennes formant le fameux acquis communautaire. Aujourd'hui, les 700 interprètes travaillant tous les jours pour l'Union Européenne gèrent 110 combinaisons de langues. S'il est quasiment impossible de passer, par exemple, du grec au finnois, il est alors préférable de traduire d'abord en anglais, notamment lors des traductions en direct durant les conférences. A vingt-cinq, 420 combinaisons seront à prévoir. Pour la période 2004-2010, l'Union Européenne recrute quelque 1500 traducteurs et interprètes supplémentaires. Déjà fortement sollicités, les logiciens de traduction ne suffiront pas à la tâche. Tous les textes doivent être rigoureusement exacts dans leurs nuances juridiques et politiques. «Mais l'Union européenne finance aussi des recherches en informatique dans ce domaine», précise un expert. En 2006, le volume des pages à traduire passera à 2,4 millions par an.

Pour le seul parlement européen, les mots traduits coûtent 274 millions d'euros, soit 30% de son budget annuel. Toutefois, tous services et institutions confondus, Bruxelles indique que le multilinguisme ne coûte actuellement que deux euros annuels par habitant de l'Union. A vingt-cinq, on passera à trois euros. Une misère comparée à la richesse culturelle représentée.

Et pourtant l'appauvrissement menace. Première langue européenne en raison de l'effectif de la population allemande, la langue de Goethe n'est finalement présente que dans 5% des documents européens. Le Conseil européen rédigeait encore 42% de ses documents en français en 1997; il en reste à peine 28% en 2001. La tendance est identique à la Commission européenne, où l'on est passé de 37% à 30%, selon l'aveu même de ses services.

* * * *

C'est article est paru pour la première fois dans *L'Entreprise romande*, No. 2765 du 25 juillet 2003. *Entreprise romande* est l'organe de la fédération des syndicats patronaux.